

**SEDIF**

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

121010

**ARRETE N° A2022-47-SEDIF**

Portant délégation de fonction et de signature en faveur de Monsieur Pierre-Edouard EON ,  
Vice-président, en l'absence de vice-présidents, pour la période du mardi 16 août 2022 au  
mercredi 31 août 2022 inclus

Le Président du Syndicat des Eaux d'Ile-de-France,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment, en sa partie législative, les articles L. 5211-9 et L. 5211-9-1,

Vu la délibération du Comité n° 2020-13 du 24 septembre 2020, donnant au Président et au Bureau délégation d'attribution pour certaines affaires,

Vu les arrêtés de délégations n°2020-36, n° 2020-37, n°2020-38, n° 2020-40, n°2020-41, n° 2020-42, n° 2020-44, n° 2020-45 du 5 octobre 2020, et n°2021-33, n°2021-34, n°2021-35 du 5 juillet 2021, et n°2021-57 du 17 décembre 2021,

Vu le contrat de délégation de service public pour la gestion du service de production et de distribution d'eau potable, passé entre le SEDIF et Veolia Eau d'Ile-de-France,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, le Président peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents,

**ARRETE**

Article 1 En l'absence de **Luc STREHAIANO**, Premier vice-président, la délégation de fonction et de signature pour traiter les affaires relevant du personnel et des travaux du SEDIF, accordée par arrêté n° 2020-37 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mardi 23 août 2022 inclus,

Article 2 En l'absence de **Pierre-Christophe BAGUET**, vice-président, la délégation de fonction et de signature en matière de politique tarifaire et du dispositif Eau solidaire, accordée par arrêté n° 2020-40 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,

Article 3 En l'absence de **Sylvain BERRIOS**, vice-président, la délégation de fonction et de signature pour traiter des affaires relevant de la protection de la ressource, accordée par arrêté n° 2020-41 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,

- Article 4 En l'absence de **Luc CARVOUNAS**, vice-président, la délégation de fonction et de signature en matière de politique à destination des usagers du service public de l'eau, accordée par arrêté n° 2020-42 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,
- Article 5 En l'absence de **Richard DELL'AGNOLA**, vice-président, la délégation de fonction et de signature en matière de politique environnementale du SEDIF, accordée par arrêté n° 2020-44 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mardi 30 août 2022 inclus,
- Article 6 En l'absence de **Grégoire de LASTEYRIE**, vice-président, la délégation de fonction et de signature en matière de finances et de politique foncière du SEDIF, accordée par arrêté n° 2020-36 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,
- Article 7 En l'absence de **Karine FRANCKET**, vice-présidente, la délégation de fonction et de signature en politique de formation des élus et de certification du SEDIF, accordée par arrêté n° 2021-34 du 5 juillet 2021, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au samedi 20 août 2022 inclus,
- Article 8 En l'absence de **Aude LAGARDE**, vice-présidente, la délégation de fonction et de signature en matière de politique de sécurité des installations et en matière d'exercices de crise, accordée par arrêté n° 2021-33 du 5 juillet 2021, à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,
- Article 9 En l'absence de **Tonino PANETTA**, vice-président, la délégation de fonction et de signature en matière politique de l'innovation technique, de télérelève et de Smart Grids, accordée par arrêté n° 2020-45 du 5 octobre 2020, est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au dimanche 28 août 2022 inclus,
- Article 10 En l'absence de **Anne PELLETIER-LE-BARBIER**, vice-présidente, les délégations de fonction et de signature relative aux relations avec les organismes de bassin, accordée par arrêté n° 2021-35 du 5 juillet 2021, et pour les affaires relevant de l'application du Programme d'Investissement Annuel (PIA) et du Programme de Recherche d'Etudes et de Partenariats (PREPa) pour l'année 2022 accordée par arrêté n° 2021-57 du 17 décembre 2021 sont dévolues à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au mercredi 31 août 2022 inclus,
- Article 11 En l'absence de **Georges SIFFREDI**, vice-président, la délégation de fonction et de signature relative en matière de gestion interne du syndicat, hors PIA, accordée par arrêté n° 2020-38 du 5 octobre 2020 est dévolue à Monsieur Pierre-Edouard EON, vice-président, pour la période du mardi 16 août 2022 au dimanche 4 septembre 2022 inclus,
- Article 12 le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs,

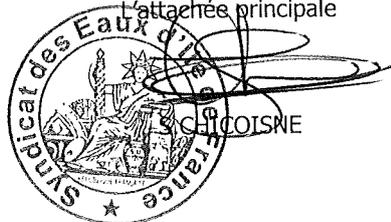
Article 13

ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- M. le Trésorier Principal de "Paris Etablissement Publics Locaux", receveur du SEDIF,
- l'intéressé.

Certifié exécutoire le présent arrêté  
transmis à M. le Préfet de la Région d'Ile-de-France,  
Préfet de Paris, et affiché le : **11 juillet 2022**

Pour le Président et par délégation,  
L'attachée principale



Paris, le **11 juillet 2022**

Le Président



André SANTINI  
Ancien Ministre  
Maire d'Issy-les-Moulineaux  
Vice-président de la Métropole du Grand Paris

Le délai de recours contre le présent acte, auprès du  
tribunal administratif de Paris, est de deux mois à  
compter de la date de sa publication.